



PGCSPS : Plan Général de la Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé

Reprise des réseaux d'alimentation en eau potable

1 rue de Turenne – 13110 Port-de-Bouc

(Opération de 3^{ème} Catégorie)

Maître de l'ouvrage :

EPA La Masse des Douanes

Immeuble « Les Allées de Montreuil »

11 rue des Deux Communes

93558 Montreuil Cedex

Rédigé par Gronchi Lucas, Coordinateur CSPS niveau 2		
DATE	Indice	Phase Conception
13/12/2024	A	PGC INITIAL

SOMMAIRE :

I. Préambule	3
II. Les Renseignements sur le Chantier	4
• Nature des travaux	4
• Durée du chantier	4
• Classement du chantier	4
• Intervenants.....	4
• Organismes Administratifs de prévention	5
• Entreprises Participantes au chantier	5
III. Synthèse Du PGC	6
IV. Les Mesures d'Organisation Générale	7
• Plan d'installation de chantier	7
• Voie d'accès	7
• Circulation piétonne	7
• Accès au chantier	7
• Accès à l'eau et l'électricité	7
• Clôture de chantier	7
• Panneau de chantier	7
• Cantonnement	7
V. Les Mesures de Coordination	8
1) Les Voies ou Zones de déplacement ou de Circulation	8
2) Les Conditions de Manutentions	8
3) La Répartition des Zones de Stockage	8
4) Les Conditions de Stockage, d'Élimination et d'Évacuation des déchets	8
5) L'Utilisation des Protections Collectives, des Accès provisoires et de l'Installation électrique	9
6) Les Mesures Prises en matière d'interactions.....	9
VI. Les Sujétions découlant d'Interférences.....	10
• Généralités.....	10
VII. Amiante.....	10
VIII. Plomb	10
IX. Les Mesures Générales pour la propreté du chantier	11
• Nettoyage du chantier	11
X. Les Renseignements Pratiques pour l'intervention des Secours	11

- Généralités..... 11
- Sauveteur Secouriste du Travail 11

XI. Les Modalités de Coopération entre les différents partis 13

- Entreprises 13
- Sous-Traitants 13
- Affichages et Registres obligatoires..... 13
- Visite d'Inspection Commune 14

I. Préambule

Comme le veut l'article L4532-4, le maître d'ouvrage a désigné un Coordonnateur SPS pour l'ensemble des Travaux suivants : Reprise des réseaux d'alimentations en eau potable et réhabilitation des sanitaires de certains appartements.

Le coordonnateur suivra, pendant la durée du chantier, la mise en application des principes généraux de prévention et des règles de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé, qu'il a définies. Le Coordonnateur n'est pas un agent de sécurité et à ce titre il n'assurera pas le contrôle de la sécurité sur le chantier.

Sa mission est essentiellement :

- De coordonner les activités extérieures au chantier avec celles propres au chantier,
- De coordonner les activités entre les différentes entreprises intervenant sur le chantier,
- De faire prendre en compte, par chaque entreprise, ses risques propres à l'aide de leur PPSPS
- D'ouvrir et de tenir à jour le Registre Journal,
- D'établir et d'adapter le présent Plan Général de Coordination,
- D'analyser et d'harmoniser les Plans Particuliers Sécurité Protection de la Santé (PPSPS),
- D'établir un Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (D.I.U.O.).

LE PLAN GENERAL DE COORDINATION sera complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier. Il intégrera au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les P.P.S.P.S. Il sera comme le veut la réglementation tenue à jour par le CSPS en fonction de l'évolution du chantier et conservé par le maître d'ouvrage pendant 5 ans à partir de la réception des travaux.

II. Les Renseignements sur le Chantier

- Nature des travaux
 - Lot n°1 – Maçonneries/Revêtements Durs/Peinture/Électricité
 - Lot n°2 – Création colonnes et adduction d'eau et réfections sanitaires de logements
- Durée du chantier
2 mois + 1 mois de préparation.
- Classement du chantier

Prévision d'effectif : Effectif estimé à 6 personnes en moyenne et 10 personnes en pointe.

Volume Homme x Jour estimé : $6 \times 2 \times 20 = 240$ Homme. Jours < 500 Homme. Jours

Chantier de 3^{ième} Catégorie.

- Intervenants

FONCTION	NOM et COORDONNÉES	CONTACT	ADRESSE MAIL
Maître d'Ouvrage	EPA La Masse des Douanes Immeuble « Les Allées de Montreuil » 11 rue des Deux Communes 93558 Montreuil Cedex		
Maître d'Ouvrage délégué	Var Aménagement Développement Avenue d'Entrecasteaux – B.P. 1406 83056 Toulon Cedex	06.81.26.93.18	b.silvain@vad83.eu
Maître d'œuvre	Agence CREEA – Fouad BOUDINAR 22 Traverse noire 13011 Marseille	06.24.48.44.35	cree.architecture@gmail.com
Coordonnateur SPS	ANCO MEDITERRANEE 515, AV DE LA TRAMONTANE ZI ATHELIA IV 13 600 LA CIOTAT	07.88.21.70.17	l.gronchi@ancogroupe.fr

- Organismes Administratifs de prévention

ORGANISME	ADRESSE	Téléphone / Fax
INSPECTION DU TRAVAIL	55 Boulevard Périer 13415 Marseille Cedex 20	Tél. : 04.91.57.96.44
CARSAT	35, rue George 13 386 MARSEILLE Cedex 20	Tél. : 36.79
OPPBTP	10, place de La Joliette LES DOCKS-ATRIUM 10.6 13 002 MARSEILLE	Tél. : 04.91.71.48.48 Fax : 04.91.71.66.64

- Entreprises Participantes au chantier

LOT	SOCIETE	S.T de	I.C faite le	PPSPS reçu le

Désignation des Sous-traitants :

Les entreprises sous-traitantes devront être agréées par le Maître d'ouvrage, elles ont l'obligation au même titre que le mandataire du groupement de conception réalisation, d'établir un P.P.S.P.S.

L'agrément doit être visé par le maître de l'ouvrage pour pouvoir procéder à la visite de l'inspection commune avec l'entreprise sous-traitante et cela huit jours avant son intervention sur le chantier.

III. Synthèse Du PGC

Élément concerné	Présent dans le chantier		A la charge de
Plan d'installation de chantier	OUI		LOT 01
Clôture de chantier	OUI		LOT 01
Panneau de chantier	OUI		LOT 01
Base-vie	OUI		Maître d'Ouvrage
Accès à l'eau	OUI		LOT 01
Accès à l'électricité	OUI		LOT 01
Benne à déchets	OUI		Chaque Entreprise
Espace de stockage	OUI		Chaque Entreprise
Nettoyage du chantier	OUI		Chaque Entreprise

Les travaux se dérouleront dans une résidence encore habitée au moment des travaux. Les entreprises intervenantes devront donc prendre des dispositions pour garantir la sécurité des habitants pendant la totalité des travaux.



IV. Les Mesures d'Organisation Générale

- Plan d'installation de chantier

Le LOT 01 soumet au Maître d'Ouvrage, Maître d'Œuvre et au Coordonnateur Sécurité, le plan d'installation de chantier et en assure sa mise à jour autant de fois que nécessaire. Le plan d'installation, affiché dans le bureau de chantier, fait apparaître clairement :

- les emprises sur voirie
- les cantonnements / TCE (sanitaires, réfectoires, vestiaires)
- les aires de stockage ou de préfabrication
- les clôtures fixes et évolutives
- les accès et moyens de levage
- les flux de piétons et d'engins différenciés

- Voie d'accès

L'accès au chantier se fera Rue de Turenne, la résidence est clôturée et un portail d'accès est présent. Les entreprises devront faire la demande auprès de la Maîtrise d'Ouvrage pour obtenir des accès.

- Circulation piétonne

Les circulations piétonnes aux abords et dans l'emprise du chantier devront être délimitées et sécurisées.

- Accès au chantier

Le chantier est interdit au public, toute personne devra pouvoir justifier de son identité (en cas de contrôle ou d'accident) en présentant sa carte BTP.

L'encadrement des entreprises employant des travailleurs temporaires, doit avoir en sa possession sur le chantier, le contrat qui les lie avec l'agence d'intérim ainsi que le document de détachement au chantier.

- Accès à l'eau et l'électricité

Le LOT 01 est chargé de faire les démarches auprès des concessionnaires, en phase préparatoire, afin que le cantonnement et le chantier soient alimentés en eau et en électricité. L'installation électrique devra être vérifiée par un bureau de contrôle.

- Clôture de chantier

Le LOT 01 devra s'occuper de la mise en place et l'entretien des clôtures et placer un portail d'accès. Il sera possible de stationner les véhicules de chantier et les véhicules personnels.

- Panneau de chantier

Le LOT 01 a à sa charge la mise en place d'un panneau de chantier aux critères demandés par la Maîtrise d'Ouvrage et par le Maître d'œuvre.

- Cantonnement

La Maîtrise d'Ouvrage met à disposition des entreprises un logement servant de base-vie pendant toute la durée du chantier. Le LOT 01 est chargé de faire les démarches auprès des concessionnaires, afin que le cantonnement soient alimentés en eau et en électricité.

V. Les Mesures de Coordination

1) Les Voies ou Zones de déplacement ou de Circulation

Les Voies ou zones de déplacement des engins et des piétons devront rester dégagées et délimitées.

2) Les Conditions de Manutentions

Chaque entreprise devra préciser dans son PPSPS, ses moyens d'approvisionnements (manuels et mécaniques) de matériaux et matériel ainsi que la présence ou non d'engin de chantier.

Si des engins sont présents il faudra que :

- Les conducteurs d'engins possèdent le CACES et l'autorisation de conduite correspondante.
- Les engins de chantier soit vérifiés par un organisme agréé pour approuver leur bonne conformité.

Si certaines entreprises utilisent des nacelles ou des échafaudages roulants, elles devront garantir la stabilité du matériel et assurer un balisage de protection contre le risque de chute d'objets.

3) La Répartition des Zones de Stockage

Les zones devront être clairement indiquées sur le plan d'installation de chantier, et l'attribution de ces zones devra être spécifiée. Chaque entreprise devra faire connaître ses besoins en superficie de stockage.

Il est interdit de stocker sur le chantier des produits dangereux. Ces stockages sont soumis à la législation sur le stockage des matières dangereuses. Leur condition de transport, de manutention et de stockage seront précisées dans chaque P.P.S.P.S.

4) Les Conditions de Stockage, d'Élimination et d'Évacuation des déchets

Chaque entreprise devra nettoyer ses zones de travaux et évacuer ses déchets pendant la totalité du chantier.

5) L'Utilisation des Protections Collectives, des Accès provisoires et de l'Installation électrique

La mise en place et l'entretien des protections collectives seront à la charge de chaque entreprise jusqu'à la réception des travaux. Les entreprises sous-traitantes devront installer, en suivant la progression de leurs travaux, les protections collectives contre le risque de chute des personnes et des objets en tous points où cela s'avère nécessaire.

Toute modification par une autre entreprise des protections en place de quelque nature que ce soit devra faire l'objet d'une demande et d'un accord de l'assistant technique du maître d'ouvrage et/ou du coordonnateur S.P.S.

Chaque entrepreneur doit s'assurer de la protection collective de son personnel intervenant sur le chantier. En conséquence, chaque entrepreneur ayant à intervenir sur une tâche précise devra s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur aura à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel.

Les nouvelles protections seront maintenues et entretenues par l'entrepreneur concerné aussi longtemps que nécessaire. Le coordonnateur sécurité sera informé des compléments ou modificatifs ainsi apportés avant toute intervention sur le site. Les modifications importantes devront faire l'objet d'un additif au PPSPS, lequel sera préalablement soumis au Coordonnateur sécurité.

Tous les EPC qui seront installés devront suivre la réglementation en vigueur les concernant et chaque ouvrier devra porter les EPI adaptés pendant toute la durée des travaux.

6) Les Mesures Prises en matière d'interactions

L'intervention d'une seule entreprise à la fois sur le chantier sera favorisée mais si cela n'est pas le cas chaque entreprise qui exporte des risques (mentionnés dans le PPSPS) devra :

- Mettre en place des Mesures de Protections Collectives afin de protéger les autres entreprises.

- Si les risques exportés nécessitent des protections individuelles (bruit) l'entreprise exportatrice le mentionnera dans son PPSPS en indiquant si nécessaire le type de protection requis.

La superposition des tâches est interdite afin d'éviter le risque de chute d'objet mais si néanmoins elle est forcément nécessaire, le CSPS devra être au courant et devra valider cette superposition de tâche si tous les moyens de protection sont mis en place.

VI. Les Sujétions découlant d'Interférences

- Généralités

Le chantier se déroule dans une résidence habitée, chaque entreprise devra donc respecter certaines règles afin de limiter au maximum les interférences entre les résidents et le chantier :

- Baliser les zones de stockage, les zones d'intervention et l'installation de chantier.
- Réduire le plus possible les nuisances (bruit, poussières) créées lors de l'intervention.
- Utiliser les accès définis sur le PIC pour se rendre sur la zone des travaux, se déplacer dans le site.
- Matérialiser et signaler les zones présentant un risque pour la sécurité des occupants.
- Nettoyer constamment les zones d'intervention.
- Évacuer les gravats à tout moment du chantier afin de garder un environnement sain.
- Ne pas laisser traîner le matériel de chantier dans les parties communes ou les zones accessibles par les résidents.
- Laisser l'accès disponible à tout moment du chantier aux voies d'accès pompier et aux bouches incendie.

VII. Amiante

Diagnostic amiante effectué et négatif à transmettre aux entreprises.

VIII. Plomb

Le diagnostic plomb réalisé, révèle la présence de matériaux contenant du plomb dans l'emprise des travaux. Le rapport devra être fourni aux entreprises qui devront prendre en compte le risque plomb lors de leur intervention et prendre les dispositions nécessaires pour éviter toute émission de poussières plombées. Les matériaux plombés devront être matérialisés sur le chantier.

IX. Les Mesures Générales pour la propreté du chantier

- Nettoyage du chantier

Le chantier sera quotidiennement maintenu en état de propreté. Un nettoyage général par semaine minimum sera prévu. Chaque équipe, à tout moment de son intervention, ramassera ses déchets. L'ensemble des locaux mis à la disposition des entreprises devra être nettoyé et conservé dans un bon état de propreté.

X. Les Renseignements Pratiques pour l'intervention des Secours

- Généralités

Les procédures de secours et d'évacuation en cas d'incendie, d'inondation, de la présence d'un risque électrique et d'une fuite de gaz doivent figurer sur le Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé, être affichées dans les locaux du personnel et donner lieu à des exercices périodiques.

En cas d'accident :

- ❖ Avertir un sauveteur secouriste du travail,
 - ❖ Assurer la logistique d'assistance,
 - ❖ Avertir dans les cas graves les secours extérieurs,
 - ❖ Informer dès que possible le Coordonnateur et le représentant du Maître d'Ouvrage.
- Sauveteur Secouriste du Travail

Chaque entreprise sur le site, sous-traitants et travailleurs indépendants inclus, devra avoir un Sauveteur Secouriste du Travail recyclé dans l'année dans la proportion de 1 pour 10 ou 1 par équipe si l'effectif de cette équipe est inférieur à 10.

La liste des sauveteurs secouristes du travail sera incluse dans le P.P.S.P.S.

Les secouristes porteront un casque muni d'un macaron (ou toute autre marque distinctive).

Chaque entreprise doit disposer sur le chantier d'une trousse de soins. L'emplacement et le porteur responsable de cette trousse seront désignés dans le P.P.S.P.S. Le contenu de la trousse de soins sera approuvé par le médecin du travail de l'entreprise.

NUMÉROS D'URGENCE




POLICE-SECOURS

17



SAPEURS-POMPIERS

18



SAMU

15



NUMÉRO D'URGENCE
pour les personnes sourdes et malentendantes

114



**APPEL
D'URGENCE
EUROPÉEN**

112

XI. Les Modalités de Coopération entre les différents partis

- Entreprises

Elles devront remettre leur PPSPS au coordonnateur dans un délai maximum de 30 jours après l'établissement du contrat.

Le mandataire du groupement de conception réalisation devra transmettre à ses sous-traitants ou cotraitants dès la notification de leur marché :

- Le présent PGC et ses avenants au fur et à mesure de leur parution
- Leur propre P.P.S.P.S

Le Coordonnateur a 8 jours pour notifier les observations éventuelles et harmoniser les P.P.S.P.S. L'entreprise a aussi 8 jours après les observations du Coordonnateur pour faire ses corrections.

Il sera interdit à toute entreprise de travailler sur le site si le PPSPS n'a pas été remis, et si l'inspection Commune n'a pas été effectuée.

- Sous-Traitants

Ils disposeront de 8 jours pour établir leurs P.P.S.P.S après la notification de leur marché.

Au cas où l'entrepreneur aurait plusieurs sous-traitants, il serait tenu de leur communiquer dès la conclusion du contrat, les noms et adresses des autres sous-traitants et de transmettre sur leur demande, les PPSPS établis par les autres sous-traitants.

A quel niveau que ce soit, tout titulaire de lot devra demander l'agrément de l'ensemble de ses sous-traitants au Maître Ouvrage.

Les clauses précédentes sont entièrement applicables à tout sous-traitant et prestataire de service travaillant pour le compte de l'entreprise adjudicataire.

Toute dérogation serait une clause d'exclusion immédiate du chantier du sous-traitant ou prestataire concerné sans que l'entreprise adjudicataire puisse prétendre à une quelconque indemnité et sans préjudice de l'application des autres clauses des présents documents.

- Affichages et Registres obligatoires

Affichages

Le Maître d'ouvrage affichera une copie de la déclaration préalable d'ouverture de chantier, sur le site

L'entreprise titulaire du lot Gros Œuvre devra afficher :

- L'adresse du service médical du travail
- L'adresse des secours d'urgence
- Le nom et les coordonnées de l'Inspection du Travail

Registres

Chaque entreprise devra mettre à disposition l'ensemble des registres et les tenir à jour :

- Registre unique du personnel (pour le personnel étranger, les copies de la carte de séjour et permis de travail sont exigés)
- Registre de l'Inspection du Travail
- Registre des vérifications réglementaires.

- Visite d'Inspection Commune

L'inspection commune se fera avec les entreprises principales ainsi qu'avec les sous-traitants qui seront accompagnés d'un représentant de leur entreprise. Aucune entreprise ne pourra commencer les travaux tant que la VIC n'aura pas été effectué.

En cas d'absence l'entreprise incriminée supportera le coût de l'inspection commune complémentaire.